Thierry Pouch, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*

Paris, Choiseul, 2010, 250 p.

Fabien Gaveau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9657>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9657

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 juillet 2012

Référence électronique

Fabien Gaveau, « Thierry Pouch, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation* », *Études rurales* [En ligne], 189 | 2012, mis en ligne le 03 juillet 2014, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9657> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9657>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Thierry Pouch, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*

Paris, Choiseul, 2010, 250 p.

Fabien Gaveau

Thierry Pouch, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*. Paris, Choiseul, 2010, 250 p.

- 1 Responsable du service « Études économiques » de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture, Thierry Pouch livre ici une synthèse consacrée au marché mondial des denrées agricoles. Il rappelle que l'Organisation mondiale du commerce, et le libre-échange sur lequel elle s'appuie, n'est pas parvenue à réduire la pénurie alimentaire. En 2009, 16 % de la population mondiale demeurait sous-alimentée. Les émeutes de la faim de 2008 avaient déjà souligné la fragilité des équilibres alimentaires.
- 2 Est-ce à dire que le monde est entré dans une phase d'insécurité alimentaire structurelle ? Les théories néo-malthusiennes sont de retour. Dans le sillage du révérend Malthus (1798), elles annoncent la rupture des équilibres entre les ressources et la population. Par ailleurs, les critiques portant sur les progrès des techniques de production, l'agriculture productiviste et le génie génétique font parfois étrangement écho aux discours qui promeuvent la création d'un marché mondial de l'alimentation pour sortir de l'impasse. Mais le marché mondial est-il susceptible de garantir à chacun une nourriture suffisante en quantité, suffisamment variée, et de qualité ? L'auteur en doute au terme d'une étude originale, qui s'appuie sur l'économie, l'histoire et la géopolitique.
- 3 L'analyse que propose Thierry Pouch passe par la « géo-économie » qu'il définit comme « l'espace dans lequel peuvent se déployer les rivalités économiques et commerciales et les stratégies de pénétration des marchés » (p. 12). Les stratégies de puissance des acteurs étatiques servent de fil conducteur à son propos. Trois parties structurent l'ouvrage.

- 4 L'auteur commence par évoquer l'ancienneté et l'importance des controverses liées au commerce des biens agricoles en examinant l'évolution des positions française et anglo-saxonne entre les années 1750 et les années 1850. En France, l'État a constamment cherché, surtout après la Révolution, à garantir l'approvisionnement des populations. En revanche, le Royaume-Uni a suivi un autre chemin, sous l'influence des thèses libre-échangistes portées par de grands propriétaires qui investissaient de plus en plus dans les manufactures. L'abrogation des *Corn Laws* (1846) signe la décision de s'en remettre au marché européen pour assurer à un moindre coût la nourriture des ouvriers des villes. Notons que le développement des colonies de peuplement offrait d'autres perspectives d'acquisition de biens agricoles. Ces deux attitudes fonderont les politiques économiques publiques jusque dans les années 1930. Il s'agira, d'une part, de protéger une production liée à un monde rural dans lequel les Républicains ont enraciné la République et, d'autre part, de promouvoir un marché légitimé par la théorie des avantages comparatifs que l'on doit à David Ricardo.
- 5 À partir de 1947, le GATT reconnaît au secteur agricole un régime d'exception. La modernisation des structures et le soutien aux producteurs en difficulté après la crise de 1929 offrent aux États l'occasion de construire des politiques agricoles capables de leur assurer l'autosuffisance dans le contexte de l'après-guerre. De fait, depuis les années 1930, les États-Unis avaient construit une politique agricole fédérale de soutien des prix qui permettait aux producteurs de mieux prévoir leurs investissements. Cette politique visait également à éviter la surproduction (gel des terres, stocks...) et à écouler les excédents sur le marché mondial. En 1962, la Communauté économique européenne (CEE) se dote de la Politique agricole commune (PAC), qui devient une véritable politique structurelle. Cette politique a pour objectif l'autonomie alimentaire des Européens, d'où un effort rapide et massif pour moderniser les structures productives, ce qui ne peut se faire qu'avec l'appui des finances publiques. L'auteur écrit à cet égard qu'une politique agricole est « un mode d'allocation des ressources plus efficace que le marché en cas d'instabilité de ce dernier » (p. 79) mais qu'elle implique aussi les pouvoirs publics dans l'organisation du marché.
- 6 Toutefois la réussite de ces politiques accroît les tensions entre les grands producteurs de biens alimentaires, surtout à partir des années 1980. Ainsi, contrairement à ce que prétendent François Quesnay et Adam Smith, la libéralisation du commerce n'est pas nécessairement vecteur de paix. La construction d'un espace d'échange international puis mondial s'est accompagnée de rivalités commerciales et économiques. La tension s'est accrue quand la CEE est devenue un concurrent sérieux des États-Unis. Depuis 2000, on voit intervenir de nouveaux protagonistes, le Brésil étant l'un des plus actifs. L'envolée de la demande agricole rend d'ailleurs la compétition de plus en plus âpre, nombre de pays aspirant à écouler leurs productions dans un espace où la concurrence serait aussi parfaite que possible. Les pays émergents et leurs alliés exigent l'abrogation des subventions aux exportations et des aides à la production. Un vaste marchandage mondial se met alors en place : les nations industrialisées et financiarisées espèrent pousser les États en quête de développement à ouvrir plus largement leur marché en échange du renoncement au soutien de leur agriculture.
- 7 C'est dans ce contexte que s'inscrit le nouveau clivage qui oppose les partisans de la « souveraineté alimentaire » à ceux du libre-échange. Au sein même de l'Union européenne, les pays du Nord et le Royaume-Uni estiment que le budget communautaire peut faire l'économie de la PAC et qu'il serait plus intéressant

d'importer que de produire. En réduisant l'empreinte de l'agriculture sur l'environnement, on résoudrait une part des problèmes qui se posent. Les opposants soulignent que la hausse structurelle des prix agricoles et les aléas climatiques interdisent de ne s'en remettre qu'à quelques rares fournisseurs. En outre, l'élévation tendancielle des coûts du transport risque d'accentuer la hausse du prix des matières agricoles, lesquelles sont de plus en plus utilisées dans l'industrie, y compris dans le domaine controversé des biocarburants. D'ailleurs, l'incertitude des marchés agricoles est déjà prise en compte par certains pays émergents, ce qu'attestent les acquisitions massives de terres. La sécurisation de l'approvisionnement alimentaire devient ainsi l'enjeu des nations en pleine croissance alors que les vieilles nations agricoles sont tentées par le seul recours au marché mondial. De fait, des dissensions existent au sein de l'Union européenne.

- 8 Thierry Pouch reformule alors l'interrogation au cœur de son ouvrage : « En matière agricole, vaut-il mieux s'en remettre au marché, au libre-échange et importer sa nourriture, ou bien produire soi-même ses denrées agricoles et se détourner, autant que faire se peut, du marché mondial ? » (P. 195) Dans un monde marqué par de nouveaux enjeux de puissance, il tranche en faveur du droit des sociétés à sécuriser leur alimentation grâce à des politiques agricoles publiques.
- 9 L'ouvrage est argumenté, même si les exigences de la synthèse ont contraint l'auteur à manquer parfois de précision dans ses explications : ainsi sur les divergences en matière agricole entre la CEE et les États-Unis, principal point d'achoppement dès les années 1960, comme en témoignent *Le Dillon Round* (1962) et le *Kennedy Round* (1964).
- 10 Pour l'essentiel cependant, cet ouvrage a le mérite de présenter les politiques agricoles dans le temps long, en donnant aux enjeux de puissance toute leur place. Peut-être aurait-il fallu insister davantage sur la complexité des stratégies. En effet, les États mènent des politiques qui satisfont certains groupes en particulier (producteurs, firmes, consommateurs). La crise laitière en France est une bonne illustration du clivage qui existe parmi les producteurs entre ceux qui sont prêts à entrer dans la compétition du libre-échange et ceux qui dépendent des fonds publics. De même, les firmes agro-alimentaires jouent un rôle majeur dans les orientations des politiques publiques, notamment s'agissant des normes de mise sur le marché qui permettent de conquérir telle ou telle région. L'agriculture ne saurait sortir tout à fait du champ économique en ce que sa production doit, comme dans tous les autres secteurs, être écoulee sur le marché. À ce titre, les firmes savent qu'elles doivent peser sur les représentants des États pour accroître leur rentabilité tout en étant elles-mêmes engagées dans des stratégies concurrentielles.
- 11 En somme, les rapports de force dans le domaine agricole sont bien plus complexes que ceux qui feraient s'affronter les États. Les organisations internationales sont, elles aussi, partie prenante, et l'auteur aurait dû davantage considérer leur action. Cet ouvrage n'en reste pas moins une véritable contribution à la définition des politiques agricoles publiques depuis la révolution industrielle.